

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 48

12 août 2003

### S o m m a i r e

Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Monsieur Marco CHIOVATERO à changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER» .....	780
Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Madame Françoise Thérèse Adélaïde CHIOVATERO, épouse SCHUMACHER, à changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER» .....	780
Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Madame Sarah CHIOVATERO, épouse PRELJEVIC à changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER» .....	780
Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Madame Pascale Ursule DEDDEN à changer le nom patronymique actuel de son enfant mineur Tatjana SCHROT en celui de «DEDDEN» .....	781
Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Monsieur Fernando DE MOURA à changer ses prénom et nom patronymique actuels en ceux de «Fernand MOURA» .....	781
Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Madame Gérard Jean Corneil HIRT à changer ses prénoms actuels en ceux de «Geen Maria Daniella» .....	781
Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Madame Isabelle RAMALHO DE OLIVEIRA à changer son nom patronymique actuel en celui de «DE OLIVEIRA» .....	782
Arrêté grand-ducal du 15 mai 2003 autorisant Madame Cindy WEISGERBER à changer son nom patronymique actuel en celui de «SCHARTZ» .....	782
Arrêté grand-ducal du 13 juin 2003 autorisant Madame Chantal Jeanine MASSARD à changer ses prénoms actuels en celui de «Jeanine» .....	782
Arrêté grand-ducal du 13 juin 2003 autorisant Monsieur Pascal Mathias SCHROEDER et Madame Rachel Sylvie Paule BRASSEUR à changer les prénoms actuels de leur fils Samuel Sebastian SCHROEDER en celui de «Shaham» .....	783
Arrêté grand-ducal du 13 juin 2003 autorisant Madame Anne Caroline STREITZ à changer le nom patronymique actuel de son fils mineur Ismaïl Olivier CHELBAT en celui de «STREITZ» .....	783
Arrêté ministériel du 30 juin 2003 fixant pour l'année scolaire 2003/2004, première session, les dates de présentation des demandes d'admission au stage pédagogique pour les différentes fonctions enseignantes de l'enseignement postprimaire .....	784
Arrêté ministériel du 14 juillet 2003 portant nomination des membres et des experts du Collège d'Inspection de l'Institut d'Enseignement Socio-Educatif auprès des Centres Socio-Educatifs de l'Etat .....	784
Arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté ministériel du 10 décembre 2002 portant nomination des membres du Conseil Supérieur de l'Education Nationale .....	785
Administration des Contributions – Nomination .....	785
Administration de l'Enregistrement et des Domaines – Examens de fin de stage et de promotion en 2004 .....	785
Administration des Ponts et Chaussées – Examens de promotion .....	785
Chambres professionnelles – Elections pour le renouvellement de la Chambre de Travail et de la Chambre des Employés Privés .....	785
Commission de Surveillance du Secteur Financier - Liste officielle des fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) soumis à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier conformément à la loi du 8 juin 1999 (8) .....	786
Commission de Surveillance du Secteur Financier - Liste officielle des professionnels agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi modifiée du 8 juin 1999 (9) .....	786

**Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Monsieur Marco CHIOVATERO à changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Maître Albert RODESCH, avocat à Luxembourg, sollicitant au nom de Monsieur Marco CHIOVATERO, né le 19 novembre 1963 à Luxembourg, demeurant à D-14547 Fichtenwalde – Tulpenstrasse, 19, l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Monsieur Marco CHIOVATERO est autorisé à changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER».

**Art. 2.** – Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** – Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 9 mai 2003.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Madame Françoise Thérèse Adélaïde CHIOVATERO, épouse SCHUMACHER, à changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Maître Albert RODESCH, avocat à Luxembourg, sollicitant au nom de Madame Françoise Thérèse Adélaïde CHIOVATERO, épouse SCHUMACHER, née le 21 octobre 1968 à Luxembourg, demeurant à D-12059 Berlin – Weigandufer, 38, l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Madame Françoise Thérèse Adélaïde CHIOVATERO, épouse SCHUMACHER, est autorisée à changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER».

**Art. 2.** – Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** – Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 9 mai 2003.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Madame Sarah CHIOVATERO, épouse PRELJEVIC à changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Maître Albert RODESCH, avocat à Luxembourg, sollicitant au nom de Madame Sarah CHIOVATERO, épouse PRELJEVIC, née le 2 décembre 1974 à Luxembourg, demeurant à D-12043 Berlin – Donaustasse, 94, l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Madame Sarah CHIOVATERO, épouse PRELJEVIC, est autorisée à changer son nom patronymique actuel en celui de «KLAUNER».

**Art. 2.** – Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** – Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 9 mai 2003.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Madame Pascale Ursule DEDDEN à changer le nom patronymique actuel de son enfant mineur Tatjana SCHROT en celui de «DEDDEN».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Maître Charles KAUFHOLD, avocat à Luxembourg, sollicitant au nom de Madame Pascale Ursule DEDDEN, demeurant à L-6370 Grevenmacher – 25, Grand-rue, l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de son enfant mineur Tatjana SCHROT, née le 22 juillet 1989 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, en celui de «DEDDEN»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Madame Pascale Ursule DEDDEN est autorisée à changer le nom patronymique actuel de son enfant mineur Tatjana SCHROT en celui de «DEDDEN».

**Art. 2.** – Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** – Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 9 mai 2003.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Monsieur Fernando DE MOURA à changer ses prénom et nom patronymique actuels en ceux de «Fernand MOURA».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Monsieur Fernando DE MOURA, né le 18 avril 1973 à Ettelbruck, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9284 Diekirch, 11, rue de la Sûre, sollicitant l'autorisation de changer ses prénom et nom patronymique actuels en ceux de «Fernand MOURA»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Monsieur Fernando DE MOURA est autorisé à changer ses prénom et nom patronymique actuels en ceux de «Fernand MOURA».

**Art. 2.** – Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** – Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressé sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 9 mai 2003.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Madame Gérard Jean Corneil HIRT à changer ses prénoms actuels en ceux de «Geen Maria Daniella».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Maître Jean-Marie ERPELDING, avocat à Diekirch, sollicitant au nom de Madame Gérard Jean Corneil HIRT, née le 8 août 1955 à Ettelbruck, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9277 Diekirch, 3, cité Militaire, l'autorisation de changer ses prénoms actuels en ceux de «Geen Maria Daniella»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Diekirch;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.**- Madame Gérard Jean Corneil HIRT est autorisée à changer ses prénoms actuels en ceux de «Geen Maria Daniella».

**Art. 2.-** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.-** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 9 mai 2003.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 9 mai 2003 autorisant Madame Isabelle RAMALHO DE OLIVEIRA à changer son nom patronymique actuel en celui de «DE OLIVEIRA».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Madame Isabelle RAMALHO DE OLIVEIRA, née le 1<sup>er</sup> mai 1978 à Ettelbruck, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-8550 Noerdange, 41, Arelerstrooss, sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de «DE OLIVEIRA»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.**- Madame Isabelle RAMALHO DE OLIVEIRA est autorisée à changer son nom patronymique actuel en celui de «DE OLIVEIRA».

**Art. 2.-** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.-** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 9 mai 2003.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 15 mai 2003 autorisant Madame Cindy WEISGERBER à changer son nom patronymique actuel en celui de «SCHARTZ».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Madame Cindy WEISGERBER, née le 26 septembre 1981 à Ettelbruck, de nationalité luxembourgeoise et demeurant à L-8818 Grevels, 60, rue Principale, sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de «SCHARTZ»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982, relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Diekirch;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.**- Madame Cindy WEISGERBER est autorisée à changer son nom patronymique actuel en celui de «SCHARTZ».

**Art. 2.-** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.-** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 15 mai 2003.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 13 juin 2003 autorisant Madame Chantal Jeanine MASSARD à changer ses prénoms actuels en celui de «Jeanine».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Madame Chantal Jeanine MASSARD née le 16 novembre 1959 à Bruxelles, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-5884 Howald, 300D, route de Thionville, sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en celui de «Jeanine»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;  
Notre Conseil d'Etat entendu;  
Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.**- Madame Chantal Jeanine MASSARD est autorisée à changer ses prénoms actuels en celui de «Jeanine».

**Art. 2.-** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.-** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 13 juin 2003.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 13 juin 2003 autorisant Monsieur Pascal Mathias SCHROEDER et Madame Rachel Sylvie Paule BRASSEUR à changer les prénoms actuels de leur fils Samuel Sebastian SCHROEDER en celui de «Shaham».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Monsieur Pascal Mathias SCHROEDER et Madame Rachel Sylvie Paule BRASSEUR, demeurant à L-7233 Bereldange, 7, Cité Grand-Duc Jean, sollicitant l'autorisation de changer les prénoms actuels de leur fils mineur Samuel Sebastian SCHROEDER, né le 10 janvier 2003 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, en celui de «Shaham»;

Vu le titre II de la loi du 12-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;  
Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Monsieur Pascal Mathias SCHROEDER et Madame Rachel Sylvie Paule BRASSEUR sont autorisés à changer les prénoms actuels de leur fils mineur Samuel Sebastian SCHROEDER en celui de «Shaham».

**Art. 2.** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.** Notre Ministère de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre aux intéressés sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministère de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 13 juin 2003.

**Henri**

**Arrêté grand-ducal du 13 juin 2003 autorisant Madame Anne Caroline STREITZ à changer le nom patronymique actuel de son fils mineur Ismaïl Olivier CHELBAT en celui de «STREITZ».**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Maître Lex THIELEN, avocat à Luxembourg, sollicitant au nom de Madame Anne Caroline STREITZ, demeurant à L-5692 Elvange, 14, rue du Bois, l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de son fils mineur Ismaïl Olivier CHELBAT, né le 15 décembre 2000 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, en celui de «STREITZ»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;  
Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.**- Madame Anne Caroline STREITZ est autorisée à changer le nom patronymique actuel de son fils mineur Ismaïl Olivier CHELBAT en celui de «STREITZ».

**Art. 2.-** Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

**Art. 3.-** Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

*Le Ministre de la Justice,*

**Luc Frieden**

Palais de Luxembourg, le 13 juin 2003.

**Henri**



**Arrêté ministériel du 30 juin 2003 fixant pour l'année scolaire 2003/2004, première session, les dates de présentation des demandes d'admission au stage pédagogique pour les différentes fonctions enseignantes de l'enseignement postprimaire.**

*Le Ministre de l'Éducation Nationale, de la  
Formation Professionnelle et des Sports,*

Vu la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, notamment l'article 6;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 22 septembre 1992 déterminant les modalités des concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement postprimaire;

Vu le règlement grand-ducal du 2 juin 1999 concernant la formation pédagogique théorique et pratique ainsi que la période probatoire des enseignants de l'enseignement postprimaire, notamment l'article 6;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Pour l'année scolaire 2003/2004, première session, le délai pour la présentation des demandes d'admission au stage pédagogique pour les différentes fonctions enseignantes de l'enseignement postprimaire est fixé au 15 juillet 2003. Ces demandes préciseront la spécialité et la fonction dans laquelle l'admission au stage est demandée.

Les pièces suivantes sont à introduire pour le 31 juillet 2003 au plus tard:

- un acte de naissance
- un certificat de nationalité luxembourgeois ou un certificat attestant la nationalité d'un des États-membres de l'Union Européenne,
- un certificat d'inscription aux listes électorales,
- un certificat de moralité.

Les pièces et documents prouvant l'accomplissement des études et l'obtention du diplôme final sont à introduire pour le 17 octobre 2003 au plus tard.

A la même date les candidats devront avoir passé un examen médical auprès de l'un des médecins agréés à cette fin par le Gouvernement.

Les délais ci-dessus sont à observer strictement.

**Art. 2.** Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 30 juin 2003.

*Le Ministre de l'Éducation Nationale, de la  
Formation Professionnelle et des Sports,*  
**Anne Brasseur**

**Arrêté ministériel du 14 juillet 2003 portant nomination des membres et des experts du Collège d'inspection de l'Institut d'enseignement socio-éducatif auprès des Centres socio-éducatifs de l'Etat.**

*Le Ministre de l'Éducation nationale, de la  
Formation professionnelle et des Sports,*

Vu l'article 7 du règlement grand-ducal du 3 septembre 1995 instituant un Institut d'enseignement socio-éducatif auprès des Centres socio-éducatifs de l'Etat;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Sont nommés membres du Collège d'inspection de l'Institut d'enseignement socio-éducatif auprès des Centres socio-éducatifs de l'Etat:

Monsieur Robert BOHNERT,	directeur du Lycée Classique de Diekirch
Monsieur François EWEN,	directeur du Lycée Joseph Bech Grevenmacher
Monsieur Emile HERMES,	directeur du Lycée technique du Centre
Madame Jeanne LETSCH,	inspectrice de l'enseignement primaire du Canton de Grevenmacher
Monsieur Aly SCHROEDER,	directeur à la formation professionnelle.

Sont nommés experts:

Madame Marianne VOUEL,	directrice de l'Education différenciée
Monsieur René TISSIER,	directeur du Lycée technique privé Emile Metz.

**Art. 2.** La présidence du Collège d'inspection est assumée par Monsieur Aly SCHROEDER, préqualifié, représentant du ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports au sein de la Commission de surveillance et de coordination.

**Art. 3.** Copie du présent arrêté, qui sera publié au Mémorial, sera adressée à chacune des personnes concernées pour lui servir de titre et à Monsieur le Président de la Commission de surveillance et de coordination pour information.

Luxembourg, le 14 juillet 2003.

*Le Ministre de l'Éducation nationale, de la  
Formation professionnelle et des Sports,*  
**Anne Brasseur**

**Arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté ministériel du 10 décembre 2002 portant nomination des membres du Conseil supérieur de l'Éducation nationale.**

*Le Ministre de l'Éducation nationale,  
de la Formation professionnelle et des Sports,*

Vu le règlement grand-ducal du 26 juin 2002 portant organisation d'un Conseil supérieur de l'Éducation nationale;

Arrête:

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés membres effectifs du Conseil supérieur de l'Éducation nationale pour la durée du mandat restant à couvrir:

M. Jérôme HILBERT, représentant des élèves de l'enseignement secondaire technique, délégué par la CNE-enseignement secondaire technique; élève au Lycée technique Michel Lucius,

M. Gilbert PESCH, représentant du Collège des Directeurs de l'enseignement secondaire.

**Art. 2.** - Sont nommés membres suppléants du Conseil supérieur de l'Éducation nationale pour la durée du mandat restant à couvrir:

M. Pierre SCHROEDER, représentant des élèves de l'enseignement secondaire technique, délégué par la CNE-enseignement secondaire technique, élève au Lycée technique Michel Lucius,

M. Armand LENGLER, représentant de l'enseignement privé, délégué par le Lycée technique privé Emile Metz,

Mme Françoise SCHMIT, représentante des Chambres Professionnelles, déléguée par la Chambre de Travail.

**Art. 3.** - Le présent arrêté sera publié au Mémorial; ampliation en sera transmise à chacun des membres pour lui servir de titre et au contrôle financier.

Luxembourg, le 22 juillet 2003.

*Le Ministre de l'Éducation nationale,  
de la Formation professionnelle et des Sports,*

**Anne Brasseur**

**Administration des Contributions. – Nomination.** – Par arrêté grand-ducal du 7 juillet 2003 Monsieur Raymond Storn, inspecteur principal au service des poursuites de l'administration des contributions, a été nommé inspecteur de direction à la même administration et affecté à la division Affaires Générales de la direction des contributions.

**Administration de l'Enregistrement et des Domaines. – Examens de fin de stage et de promotion en 2004.** – L'administration de l'Enregistrement et des Domaines organisera au courant de l'année 2004 les examens ci-après:

Février 2004

- examen de promotion dans la carrière du rédacteur
- examen de promotion dans la carrière de l'expéditionnaire

Avril 2004

- examen de promotion dans la carrière du garçon de bureau

Juin 2004

- examen de fin de stage dans la carrière du rédacteur
- examen de fin de stage dans la carrière de l'expéditionnaire

Octobre 2004

- examen de fin de stage dans la carrière du rédacteur
- examen de fin de stage dans la carrière de l'expéditionnaire

**Administration des Ponts et Chaussées. – Examens de promotion.** – Il est porté à la connaissance des intéressés que l'administration des Ponts et Chaussées envisage d'organiser pendant la première quinzaine du mois de décembre 2003 un premier et un deuxième examen de promotion dans la carrière du cantonnier.

**Chambres professionnelles. – Elections pour le renouvellement de la chambre de travail et de la chambre des employés privés.** – Par arrêté du 25 juillet 2003, le Conseil de Gouvernement a désigné Messieurs Carlo CLEMENS, inspecteur principal premier en rang au Ministère du Travail et de l'Emploi, et Gary TUNSCH, inspecteur principal premier en rang au Ministère du Travail et de l'Emploi, pour recevoir les recours présentés par les personnes incorrectement ou indûment inscrites ou omises sur les listes électorales pour le renouvellement respectivement de la chambre de travail et de la chambre des employés privés.

Par arrêté du même jour, le Conseil de Gouvernement a désigné Madame Mariette SCHOLTUS, directeur de l'Administration de l'Emploi, pour exercer le droit de recours ministériel en matière de listes électorales pour le renouvellement de la chambre de travail et de la chambre des employés privés.

Par arrêté du Ministre du Travail et de l'Emploi en date du 25 juillet 2003, Monsieur Jean ZAHLEN, Premier conseiller de Gouvernement au Ministère du Travail et de l'Emploi a été nommé président du bureau électoral pour les élections de la chambre des employés privés.

Par arrêté du même jour, Monsieur Joseph FABER, conseiller de direction première classe au Ministère du Travail et de l'Emploi, a été nommé président du bureau électoral pour les élections de la chambre de travail.

Par arrêté du Ministre du Travail et de l'Emploi en date du 25 juillet 2003, Monsieur Jean HOFFMANN, conseiller économique première classe à l'Administration de l'Emploi, et Monsieur Gary TUNSCH, inspecteur principal premier en rang au Ministère du Travail et de l'Emploi, ont été nommés vice-présidents du bureau électoral pour les élections de la chambre des employés privés.

Par arrêté du même jour, Madame Maryse FISCH, conseillère de gouvernement, au Ministère du Travail et de l'Emploi, et Monsieur Carlo CLEMENS, inspecteur principal premier en rang au Ministère du Travail et de l'Emploi, ont été nommés vice-présidents du bureau électoral pour les élections de la chambre de travail.

#### **Commission de Surveillance du Secteur Financier**

#### **Liste officielle des fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) soumis à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999.**

(8)

I. Sociétés d'épargne-pension à capital variable (SEPCAV) soumises à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999: (2)

KPMG-LOMBARD INTERNATIONAL PENSION SCHEME,  
Airport Center, 2 route de Trèves, L-2633 Senningerberg  
ERNST & YOUNG - LOMBARD INTERNATIONAL PENSION SCHEME,  
Airport Center, 2, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

II. Associations d'épargne-pension (ASSEP) soumises à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999: (6)

DEXIA PENSION FUND,  
69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg  
K BRIDGE,  
23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg  
PENSIONINVEST,  
4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg  
PRIME PENSION, BGL ASSEP B,  
50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg  
THE CLEARSTREAM LUXEMBOURG PENSION FUND,  
42, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg  
THE UNILEVER INTERNATIONAL PENSION PLAN,  
5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg

Luxembourg, le 30 juin 2003

*Commission de Surveillance du Secteur Financier*

#### **Commission de Surveillance du Secteur Financier**

#### **Liste officielle des professionnels agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi modifiée du 8 juin 1999.**

(9)

ACTUALUX S.A.,  
5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg  
DEXIA INSURANCE & PENSIONS SERVICES S.A.,  
2, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg  
ESOFAC INTERNATIONAL S.A.,  
37, rue Michel Engels, L-1465 Luxembourg  
HEPTA CONSULT S.A.,  
54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg  
LA LUXEMBOURGEOISE-VIE S.A.,  
51, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg  
LE FOYER VIE COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE D'ASSURANCES S.A.,  
6, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg  
SWISS LIFE LUXEMBOURG S.A.,  
1, rue du Potager, L-2347 Luxembourg-Kirchberg  
MERCER HUMAN RESOURCE CONSULTING S.A.,  
68, boulevard du Souverain, B-1170 Bruxelles  
BÂLOISE VIE LUXEMBOURG S.A.,  
1, rue Emile Bian, L-1235 Luxembourg

Luxembourg, le 30 juin 2003.

*Commission de Surveillance du Secteur Financier*